

Henri AUZIAS

Par : Fabrice Bourrée



- Informations
 - Nom : AUZIAS
 - Prénom(s) : Henri
- Etat civil
 - Date de naissance : 09/04/1912
 - Ville de naissance : Villevieille
 - Département de naissance : Hautes-Alpes
 - Pays de naissance : France
 - Profession avant guerre :
 - agent des PTT
 - Date de décès : 23/02/1944
 - Lieu de décès : Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne)
- Résistance
 - Organisation(s) de résistance :
 - Front national
 - Pseudonyme : Yves
 - Département(s) de résistance : Bouches-du-Rhône
- Arrestation et condamnation
 - Date d'arrestation : 18/01/1941
 - Lieu d'arrestation : Marseille
 - Département d'arrestation : Bouches-du-Rhône
 - Juridiction de condamnation : Section spéciale - Tribunal militaire 15e DM (Marseille)
 - Date de condamnation : 19/03/1941

- Motif(s) de condamnation :
 - Infraction décret du 26/09/1939 portant dissolution des organisations communistes
- Peine infligée : Prison
- Durée de la peine : 4 ans et 3 mois
- Parcours carcéral :
 - Marseille (Saint-Nicolas)
 - Marseille (Saint-Pierre)
 - Nîmes
 - Eysses
- Eysses
 - Date d'arrivée à Eysses : 15/10/1943
 - Numéro d'écrou à Eysses : 2459
 - Motif de la levée d'écrou : Fusillé
 - Date de la levée d'écrou : 23/02/1944
 - Durée de détention : 0 an(s), 4 mois, 8 jour(s)
- Reconnaissance
 - Statut : Interné résistant
 - Mort pour la France
 - Médaille de la Résistance
 - A titre posthume
 - Date du décret MRF : 07/12/2023

Biographie

Henri Auzias est né à Villevieille dans les Basses-Alpes, le 9 avril 1912. Son père est maire de son village, apparenté de droite, conseiller d'arrondissement du canton d'Entrevaux. Il a passé quatre ans au combat pendant la Première Guerre mondiale. Henri fréquente l'école primaire supérieure de Digne jusqu'en 1929. Ses parents, très croyants, souhaitent le voir devenir prêtre. Mais Henri va prendre une autre voie. Après avoir fait son service militaire, il entre aux PTT en 1929, au centre de tri du bureau-gare de Marseille, comme agent manipulant. Il se marie en 1934 avec Augustine Marie Pelas. Ils auront quatre enfants.

Henri Auzias adhère au Parti communiste en 1935. De 1937 à 1939, il est élu secrétaire du syndicat des PTT de Marseille, section des ambulants. Il devient trésorier adjoint de l'union locale de Marseille le 5 mars 1939, puis entre à l'union départementale.

Mobilisé en août 1939 à Avignon, détaché au télégraphe à Creil-sur-Oise, puis à Montpellier, il est démobilisé après l'armistice. Dès lors, il reprend son activité militante au sein du Parti communiste clandestin sous le pseudonyme d'Yves et met en place

l'Organisation spéciale à Marseille. Ses groupes se chargent notamment de la récupération d'armes et de la confection de bombes dans des ateliers clandestins.

Henri Auzias est arrêté par la police de sûreté à son domicile marseillais le 18 janvier 1941 et écroué à la prison militaire Saint-Nicolas de Marseille. Un article du Journal des débats politiques et littéraires du 5 février 1941 nous renseigne sur les raisons de l'arrestation d'Henri Auzias : « *À la suite de distributions de tracts communistes dans les quartiers de la Belle de Mai et de Saint-Laurent, six arrestations ont été opérées et des communistes connus, notamment les nommés Henri Auzias et Jean Leccia ont été appréhendés.* » C'est donc le fait qu'il soit un militant communiste notoire qui lui a valu cette arrestation.

Condamné le 19 mars 1941 par le tribunal militaire de la 19e division militaire à quatre ans et trois mois d'emprisonnement et 3 400 francs d'amende pour infraction au décret-loi du 26 septembre 1939 portant dissolution des organisations communistes, Auzias est incarcéré du 24 mars au 8 avril 1941 à la prison Saint-Pierre de Marseille. Transféré le 8 avril 1941 à la maison centrale de Nîmes, Auzias y joue un rôle prépondérant dans l'organisation clandestine des détenus.

Le 15 octobre 1943, Auzias est transféré à la maison centrale d'Eysses. Sur tout le parcours qui le mène avec ses compagnons de détention à Eysses, il entraîne ses camarades à chanter des airs patriotiques et à clamer des slogans de la Résistance. À Eysses, il devient très rapidement le délégué communiste des détenus aux côtés de Stéphane Fuchs, délégué gaulliste. Il devient le porte-parole des détenus auprès de l'administration pénitentiaire. Il défend avec ténacité les revendications de ses camarades et obtient de nombreuses libéralités : statut de détenu politique, vêtements civils, partage des colis...

En décembre 1943, il est l'un de ceux qui font face aux GMR en armes pour empêcher le transfert des internés administratifs en zone Nord et leur remise aux Allemands. C'est également Auzias qui supervise l'évasion de Fénoglio chargé de prendre contact avec la Résistance pour préparer de l'extérieur l'évasion des détenus de la centrale. Enfin, au sein même de la prison, il organise cours et entraînement physique afin de préparer au mieux l'insurrection.

Le 19 février 1944, il joue un rôle moteur lors de l'insurrection. Le lendemain, il est choisi pour négocier au téléphone une reddition acceptable avec le sous-préfet et le directeur de la prison afin qu'il n'y ait pas de représailles. Après la reddition des détenus, mis en cause parmi les « meneurs actifs et armés de la mutinerie » avec neuf témoins à charge (trois l'ayant vu porteur d'un revolver, les autres « donner des ordres et parlementer au téléphone »), Henri Auzias est condamné à mort avec onze de ses camarades par une

cour martiale réunie à Eysses (motif : « ont été arrêtés en flagrant délit d'un crime de meurtre ou tentative au moyen d'armes et d'explosifs pour favoriser une activité terroriste »). Il est fusillé le 23 février 1944 en chantant *La Marseillaise* et en criant « Vive la France ».

Henri Auzias a été homologué au grade de lieutenant au titre du bataillon FFI de la centrale d'Eysses (homologué unité combattante le 20/04/1990) ; il est décoré à titre posthume de la croix de guerre 1939-1945 avec étoile de bronze le 5 novembre 1946. Le titre d'interné résistant lui a été attribué le 5 septembre 1967. Par décret du président de la République en date du 7 décembre 2023, la médaille de la Résistance française lui est décernée à titre posthume.

Chaque année, les postiers lui rendent hommage à Marseille où il repose dans le cimetière Saint-Pierre. Une plaque commémorative initialement placée dans le hall du bâtiment du centre de tri de Marseille gare, qui n'existe plus, se trouve aujourd'hui dans le bâtiment de la plateforme courrier, 14 rue d'Anthoine à Marseille.

Les villes de Marseille, Villeneuve-sur-Lot et Villevieille lui ont attribué des noms de rues ou de place.

Bibliographie

Lautisser Michel, Jaladieu Corinne, Douze fusillés pour la République, Paris, Association pour la mémoire d'Eysses, 2004.

Album photos

Dans les P. T. T.

Le Gouvernement change... mais la légitimité de nos revendications demeure.

par Henri AUZIAS
Secrétaire adjoint des employés
ambulants Marseille-Gare

Une fois de plus la réaction, la haine et la haine de ce qu'il y a de bon dans le pays, de parasites, a provoqué la crise militaire en voulant privatiser une industrie, en voulant démanteler une entreprise publique.

Le Chautigny a cru bon de menacer

le Hautement que la tribune de la Chambre,

les travailleurs qui revendiquent l'application immédiate en termes assez

clairs qu'il y aurait à faire pour assurer

la paix sociale et établir l'ordre.

Comme le précédent Gouvernement

capitaliste lamentablement devant les

passages, il a été vaincu.

Pour ce qui concerne nous modestes

fonctionnaires, nous avons pensé que il

fallait faire face à ce changement de cette politique de complaisance vis-à-vis

des travailleurs.

Il faut, avons nous dit, agents, ouvriers, employés rendre un coup habile

et décisif à ces parasites, et massives

et décidément de lutter et de battre

à la fois le Front Populaire et le Front

versus !

Nous sommes en cela en communion

de pensée avec les travailleurs de tou

tes les secteurs.

Après peu, mal éternellement un

Gouvernement est formé.

Les déclarations que viennent de faire

sont Front Populaire !...

Il faut que les amis qui vont suivre

sont à l'heure du combat !

Que l'on le veille ou non aucun Gou

vernement, toutes nos revendications qui

sont d'ordre national nécessaires

l'apport de l'Etat.

La chanson « pas d'argent sans quo

satification » vous serait donnée tout de

suite à ce qui trop dura.

NOUS VOULONS LES 40 HEURES SANS TARDES

Il y a eu de nombreuses réactions

pas d'accord avec M. Lebas, M. Chau

metteur en place d'un syndicat des

postiers et télégraphistes. Qu'il ait

été bien que les Postiers soient décidés

à faire leur travail sans tarder, mais quel moyen

pour nous faire échapper les

autres revendications non moins légitimes

toujours en vigueur ? Certains de dé

but (3.000) sont notamment insuffisants

pour Marseille où nous avons le privil

ège de faire la plus grande partie de la tra

ffic de France les indemnités « dites de vin

». Il faudra que l'on chôasse ou bien un

coup de la vie normale avec d'autres int

erêts pour obtenir l'échelle mobile

qui nous convient. Il faudra que l'on ait la

mise d'un licenciement sans aviso

et que l'on obtienne l'assurance sociale comme toujours de faire des économies.

Le Public qui pale chez à le droit d'être servi et de faire partie d'une collect

ive Administration.

Pour remédier à cela, empêcher de

cesser l'activité des postiers et titulaires

des auxiliaires !

Il faut que toutes leurs re

vendications, les Postiers doivent s'u

niformiser. Nous devons tous faire égale

ment l'opposition à ce qu'il y ait d

d'autre que l'ordre et la sécurité.

D'une façon générale l'idée d'un seul

organisme avec une diversité d'aspects

qui n'existe pas et adopté par la totalité

du Personnel.

Assemblée nationale du Syndicat unique

dans les P.T.T. étant à l'ordre du jour

de l'Assemblée nationale, les postiers

B-du-Rhône ont fait et feront tout

pour obéir au mode d'organisation.

Nous sommes les derniers en agissant

afin de servir les intérêts des travail

leurs de l'Etat, en particulier et du

syndicalisme en général.

Article d'Henri Auzias, janvier 1938



Henri Auzias à Eysse, début 1944



Henri Auzias

La répression de la propagande communiste

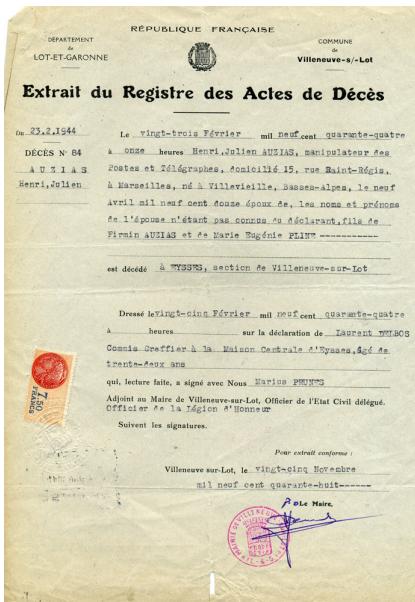
Marseille, 3 février. — A la suite de distributions de tracts dans les quartiers de la Belle de Mai et de Saint-Laurent, six arrestations ont été opérées et des communistes connus, notamment les nommés Henri Auzias et Jean Leccia ont été appréhendés.

Dans le bassin de Berre, une active propagande se donnant libre cours depuis trois mois, la police, ayant attendu le moment d'agir, a procédé à douze arrestations dans les communes de Marignane, Rognac, Gignac, Vitrolles, Berre, avec saisie d'un matériel important et aveux de tous les inculpés.

Cette affaire a eu des répercussions à Marseille où deux militants ont été arrêtés à la suite de perquisitions qui ont entraîné la saisie de 1.200 exemplaires du journal clandestin *l'Avant-Garde*.

Enfin en exécution d'une commission rogatoire émanant de Toulon, la nommée Germaine Guen, impliquée dans une affaire en cours d'instruction a été arrêtée.

"La répression de la propagande communiste"



Acte de décès d'Henri Auzias